



« Perspectives de l'économie mondiale » du FMI de janvier 2016 : Entre « timide rebond » et « basculement des risques »

Dans la mise à jour de ses « Perspectives de l'économie mondiale » publiée le 19 janvier, le Fonds Monétaire International, estime la croissance mondiale en 2016 à 3,4 %, en baisse de 0,2 point par rapport à ses prévisions d'octobre 2015. Pour le Fonds, « la reprise de la croissance mondiale est faible et inégale et les risques basculent désormais vers les pays émergents ». « Dans les pays avancés, la croissance devrait se hisser à 2,1 % et se maintenir en 2017, soit un rebond un peu plus timide que celui prévu en octobre ». Dans les pays émergents et les pays en développement, « Les projections de croissance [...] font état d'un rebond plus modeste que prévu. La croissance devrait passer de 4 % en 2015 (taux le plus bas depuis la crise financière de 2008-09) à 4,3 % et à 4,7 % en 2016 et en 2017, respectivement. » Mais ces chiffres ne reflètent pas les fortes disparités qui existent d'un pays à l'autre. Ainsi « en Chine, la croissance devrait ralentir à 6,3 % en 2016 et à 6,0 % en 2017, principalement à cause de l'affaiblissement de la croissance de l'investissement qui accompagne le rééquilibrage de l'économie ». « En Inde et dans les autres pays émergents d'Asie les perspectives s'annoncent encourageantes [...] tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes accuseront de nouveau une contraction en 2016 ». Selon le FMI, outre le « ralentissement progressif de l'activité économique en Chine », plusieurs facteurs peuvent être évoqués pour expliquer cette situation : 1/ « la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base », 2/ « un durcissement progressif de la politique monétaire aux États-Unis dans le contexte d'une reprise résiliente », 3/ « une soudaine poussée de l'aversion pour le risque à l'échelle mondiale », 4/ « une escalade des tensions géopolitiques actuelles. ». Pour le Fonds Monétaire International, la priorité doit être donnée aujourd'hui à l'accroissement de « [...] la production effective et potentielle en soutenant la demande et en opérant des réformes structurelles ». Et en ce qui concerne les Pays avancés « où l'inflation reste bien en deçà des objectifs fixés par les banques centrales, il demeure essentiel de mener une politique monétaire accommodante. »

Le Bulletin du FMI : <http://www.imf.org/external/French/pubs/ft/survey/so/2016/RES011916AF.htm>

La mise à jour des principales projections : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2016/update/01/pdf/0116f.pdf>

L'économie mondiale en 2016, entretien avec le « Chief economist », du FMI Maury Obstfel :

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/survey/so/2016/INT010416AF.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

BCE

Lors de sa réunion du 21 janvier 2016, le Conseil des gouverneurs a décidé de laisser les taux inchangés. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, le Conseil a déclaré « (...) les évolutions concernant l'économie réelle, la distribution du crédit et les conditions financières se sont améliorées et ont renforcé la capacité de résistance de la zone euro aux chocs économiques observés récemment au niveau mondial. Les décisions que nous avons prises début décembre, de poursuivre nos achats mensuels nets d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros au moins jusque fin mars 2017 et de réinvestir les remboursements au titre du principal sur les titres venant à échéance aussi longtemps que nécessaire, étaient totalement adéquates. Elles se traduiront par un apport significatif de liquidités au secteur bancaire et consolideront notre stratégie consistant à fournir des indications sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs (forward guidance). Cela étant, en ce début d'année, les risques à la baisse se sont à nouveau accentués dans un contexte d'incertitudes accrues liées aux perspectives de croissance des économies de marché émergentes, à la volatilité des marchés financiers et des matières premières et aux développements géopolitiques. Dans cet environnement, la dynamique de l'inflation demeure en outre plus faible que prévu. Il conviendra donc de réexaminer, et éventuellement de reconsidérer, l'orientation de notre politique monétaire lors de notre prochaine réunion, début mars lorsque les nouvelles projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, qui couvriront également 2018, seront disponibles. Parallèlement, nos travaux doivent nous permettre de garantir que toutes les conditions techniques seront en place pour que l'ensemble des options de politique monétaire puissent être mises en œuvre, si nécessaire. »

La déclaration complète : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/cp-bce-declaration-introductive-janvier-2016.pdf

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,5 % en novembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,6% enregistré en octobre 2015 et à celui de 11,5 % de novembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis octobre 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,1% en novembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,2 % enregistré en octobre 2015 et à celui de 10,0 % de novembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis juillet 2009. Eurostat estime qu'en novembre 2015, 22,159 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,924 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 179 000 dans l'UE28 et de 130 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2014, le chômage a baissé de 2,146 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,573 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en novembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,6 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (24,6 % en septembre 2015) et en Espagne (21,4 %).

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-1851 du 29 décembre 2015 authentifiant les chiffres des populations de métropole, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031740347&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1854 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de communication par la Banque de France de données relatives à la situation financière des entreprises aux organismes d'assurance et aux sociétés de gestion et aux obligations de déclaration de ces entités.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031740363&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1775 du 24 décembre 2015 fixant la régularisation des attributions du Département de Mayotte au fonds intercommunal de péréquation de l'année 2013.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031692733&dateTexte=&categorieLien=id>

Publication : « Panorama de l'activité bancaire dans les DCOM en 2014 »

Cette étude concerne l'activité et les performances d'un échantillon d'établissements de crédit des départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) dont la monnaie est l'euro. En 2014, l'environnement économique dégradé continue de peser sur le niveau d'activité des banques même si leurs performances demeurent globalement satisfaisantes. Toutefois, les tendances sont divergentes entre les zones Océan Indien (Réunion, Mayotte) et DFA (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon). En effet, le Produit net bancaire (PNB) de la zone Océan-Indien progresse après deux années de dégradation alors que celui de la zone DFA recule de 0,2%. En Guyane, le PNB s'élève à 81,1 millions d'euros en 2014, soit une hausse de 2,5 % par rapport à 2013.

Cette publication de l'edcom est disponible gratuitement sur le site www.edcom.fr



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral établit, à compter du 1^{er} janvier 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,22 €/litre (-2 centimes) et à 1,49 €/litre pour l'essence (+5 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,82 € contre 19,22 € en décembre, soit une hausse de 60 centimes.

Prix à la consommation

En novembre 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en léger recul de 0,4 % (après -0,2 % pour le mois précédent). Cette baisse trouve son origine principalement dans celle des produits d'alimentation (-1,6 %), en raison d'un retrait sensible sur le poste des produits frais (-8,1 %). Sur un an, l'inflation est en léger recul (-0,3 %). Les prix des produits de l'alimentation, des produits manufacturés et de l'énergie ont reculé (respectivement de -0,3 %, -1,2 % et de -6,2 %) alors que ceux des services ont augmenté (+1,1 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau inférieur aux valeurs constatées en Guadeloupe (+0,4 %), à la Réunion (+0,0 %) et pour la France hexagonale (+0,0 %). En revanche, l'inflation est supérieure à celle observée à la Martinique (-0,8 %).

Ventes de véhicules

En 2015, le marché automobile a enregistré la vente de 6 849 véhicules, soit une augmentation de 4,2 %. Après un recul en 2014, les ventes de véhicules neufs aux particuliers progressent à nouveau favorablement en 2015, avec 4 178 véhicules vendus, soit une hausse de 3,5 %. Les ventes de véhicules d'occasion connaissent également une sensible hausse, avec 1 589 véhicules vendus, soit +10,2 %. En revanche, les ventes de véhicules neufs utilitaires sont en repli, avec 1 082 véhicules, soit -1,1 % par rapport à l'année précédente (+6,6 % en 2014).

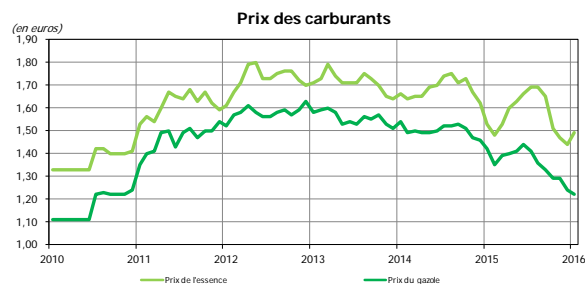
Population

Les chiffres de la population légale au premier janvier 2013, publiés par l'Insee, comptabilisent 244 118 habitants, un chiffre en progression de 1,8 % par rapport à 2012. Entre 2008 et 2013 la Guyane a vu sa population s'accroître de 25 000 habitants (+11,3 %) soit un rythme annuel moyen de +2,2 %. Lorsque l'on examine la nouvelle répartition de la population, on s'aperçoit que les communes de l'ouest demeurent les plus dynamiques du territoire, en particulier la commune de Saint-Laurent du Maroni. En revanche, la commune de Cayenne voit sa population diminuer au profit de ses communes limitrophes (Macouria, Matoury, Rémire-Montjoly, Montsinery-Tonnegrande).

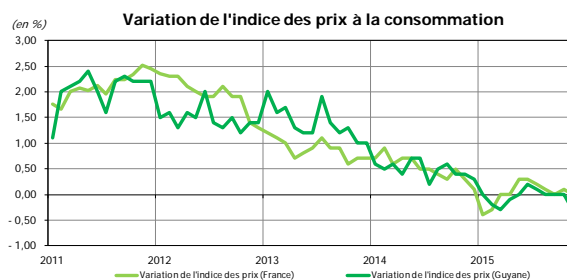
Spatial

Le 17 décembre 2015 a eu lieu le 12^{ème} et dernier lancement de l'année depuis le Centre spatial guyanais (CSG), établissant un record opérationnel pour Arianespace. Le lanceur Soyouz, pour son treizième lancement et troisième de l'année 2015 depuis le CSG, a mis en orbite avec succès deux nouveaux satellites de la constellation GALILEO dans le cadre d'un contrat avec l'Agence Spatiale Européenne (ESA). Cette mise en orbite, effectuée dans le cadre de la mise en place d'un système mondial de navigation par satellites entièrement européen, porte le nombre de satellites à 12 sur un total de 30. La constellation pourra entrer partiellement en fonctionnement et ainsi fournir ses premiers services d'ici la fin de l'année 2016.

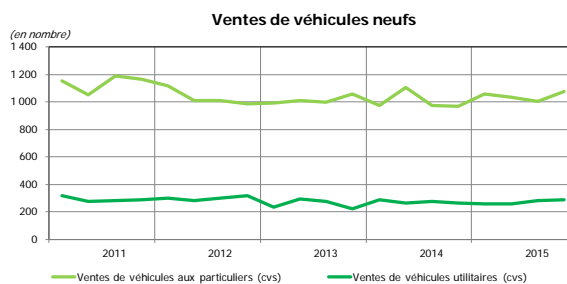
Le 5 janvier 2016, lors de la présentation des résultats de l'année écoulée, le PDG d'Arianespace, Stéphane Israël, a dévoilé un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros pour l'exercice 2015. L'opérateur européen a également enregistré un montant record de commandes avec l'équivalent de 33 lancements, portant le carnet de commandes à un niveau jamais atteint de 2,5 milliards d'euros.



Source : Prefecture



Source : Insee



Source : Somafr, CVS/CJO Iedom

Le 23 novembre 2015, la société Blue Origin du milliardaire et fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, a réussi l'exploit de ramener son lanceur New Shepard sur terre après un vol orbital d'une altitude de 100 km. Un mois plus tard le 21 décembre, la société Space X, du milliardaire Elon Musk, a également réalisé l'exploit de faire atterrir son lanceur Falcon 9 après un vol à 200 km d'altitude ayant permis la mise en orbite de 12 satellites de taille réduite. Airbus Defense & Space travaille également sur les lanceurs réutilisables, avec un prototype ADELIN (ADvanced Expendable Launcher with INnovative engine Economy) qui pourra être opérationnel à l'horizon 2025 – 2030.

ACTUALITES RÉGIONALES

Brésil

Dans son rapport du 4 janvier 2016, le Ministère brésilien de l'industrie et du commerce extérieur a présenté les chiffres du commerce extérieur pour l'année 2015. Pour cet exercice, le Brésil a vu son excédent commercial s'établir à 19,6 Mds USD soit le plus haut niveau atteint depuis 2011. Cependant, cette performance est à nuancer car ces effets sont liés d'une part, à la baisse sensible des importations en 2015 (-24,3 % par rapport à 2014), et d'autre part, à une contraction dans une moindre mesure de ses exportations (-14,1 % par rapport à 2014), résultant notamment d'un ralentissement de la croissance mondiale. En 2016, l'excédent commercial du Brésil devrait se situer entre 33 et 35 Mds USD, en raison d'une part, de la progression des parts de marché à l'export pour les produits manufacturés consécutive à la faiblesse du réal, et d'autre part, de la nouvelle contraction de la consommation domestique en produits importés.

Selon l'Institut brésilien de la statistique (IBGE), l'indice des prix progresse de +11,52 % en 2015, un taux qui n'avait plus été atteint depuis 2004 (+11,02 %). Cette nette augmentation des prix résulte principalement d'une hausse des prix des produits de l'alimentation (13 %), des transports (+13,2 %) et du logement (+14,5 %). Sur le court terme, l'inflation devrait demeurer au-dessus de 10 % en glissement annuel grâce aux synergies issues du réajustement budgétaire et de l'inflation importée (faiblesse du réal).

Prévision économiques Amérique Latine

La Banque Mondiale a présenté le 6 janvier 2016 ses projections économiques pour l'année en cours. Selon leurs estimations, le Panama bénéficierait de la croissance la plus forte de la région avec +6,2 % en 2016. D'autres pays devraient connaître une importante croissance comme la République dominicaine (+4,6 %), la Dominique (+4,0 %), le Guyana (+3,8 %) ou la Bolivie (+3,5 %). En revanche, l'Equateur et le Venezuela pourraient voir leur économie fragilisée avec des taux de croissance estimés respectivement à -2,0 % et -4,8 %. Après une récession de 0,9 %, la région Amérique Latine et Caraïbes dans son ensemble devrait connaître une croissance nulle en 2016. La zone Caraïbe atteindrait pour sa part +3,1 % de croissance.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Nov-15 127,3	-[0,47%]	-[0,3 %]	Insee
		↑	Prix administré du litre d'essence	Janv-16 1,49	[3,5%]	-[2,6%]	Préfecture/Dicctce
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Nov-15 23 235	-[1,3%]	[3,6%]	Pole emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Déc-15 18 935	-[3,9%]	[9,0%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Déc-15 11,9 M€	[0,5%]	[23,3%]	Caf
	CONSUMMATION		Cumul	132,8 M€		[14,2%]	
		↑	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Nov-15 16,0 M€	1,4%	22,8%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Déc-15 440	-8,1%	4,3%	Somafi
	INVESTISSEMENT		Cumul	4 178		3,7%	
		↓	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Nov-15 30,7 M€	-0,9%	-11,4%	Douanes
↑		Ventes de véhicules utilitaires	Déc-15 171	5,9%	20,1%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR		Cumul	1 082		-0,9%		
	↑	Exportations (2)	Nov-15 21,2 M€	81,3%	70,8%	Douanes	
	↑	Importations (2)	Nov-15 98,3 M€	6,1%	-24,0%	Douanes	
		Cumul	1 111,4 M€		-15,6%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Déc-15	12 tirs (6 Ariane 5, 3 Soyouz, 3 Vega)	11 tirs à Déc-14	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Déc-15	21 satellites	22 satellites et 1 ATV*	
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Déc-15 6 674 tonnes	4,0%	2,9%	Ciments guyanais
			Cumul	76 230 tonnes		-11,7%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (2)	Nov-15 158 kilos	290,4%	27,6%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur (2)	Nov-15 4,8 M€	218,4%	61,8%	Douanes
		↓	Cours de l'once d'or	Déc-15 1 068,29 \$	-[1,7%]	-[11,1%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Nov-15 7 tonnes	-32,0%	-62,2%	Douanes
			Cumul	457 tonnes		14,6%	
		↓	Exportations de poissons (2)	Nov-15 190 tonnes	-43,7%	130,8%	Douanes
	Cumul	1 293 tonnes		9,0%			
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Déc-15 40 902	2,3%	1,7%	CCIRG	
		Cumul	463 085		3,3%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transport), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,30%	09/12/2015

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/15)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	2,00%	0,50%
Autres cas :	1,01%	<i>* hors prime d'Etat</i>				

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1220%	-0,1290%	-0,1270%	-0,1270%	-0,2050%	-0,1310%	-0,0400%	0,0600%

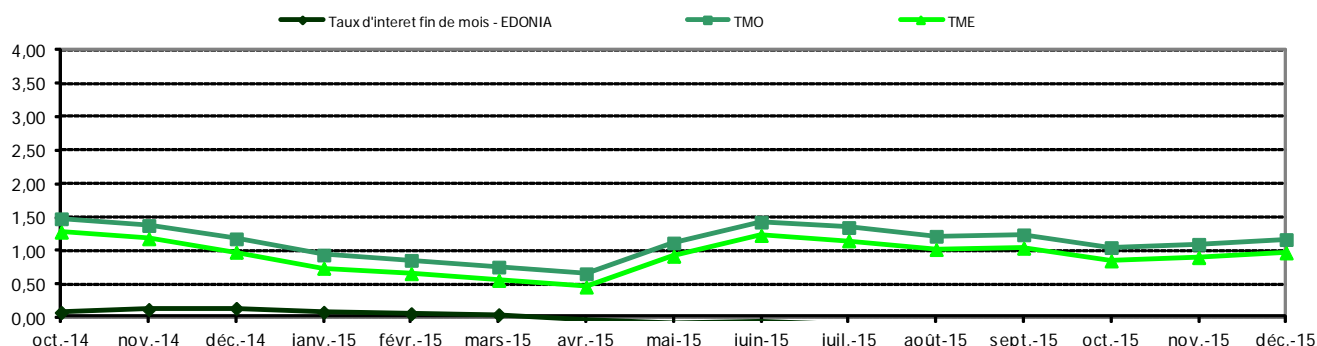
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1,04%	0,85%	0,90%	0,97%	1,24%	1,05%	1,10%	1,17%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,96%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,27%
Prêts à taux variable	3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,83%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,43%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,99%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,56%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,61%	Découverts en compte	13,43%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

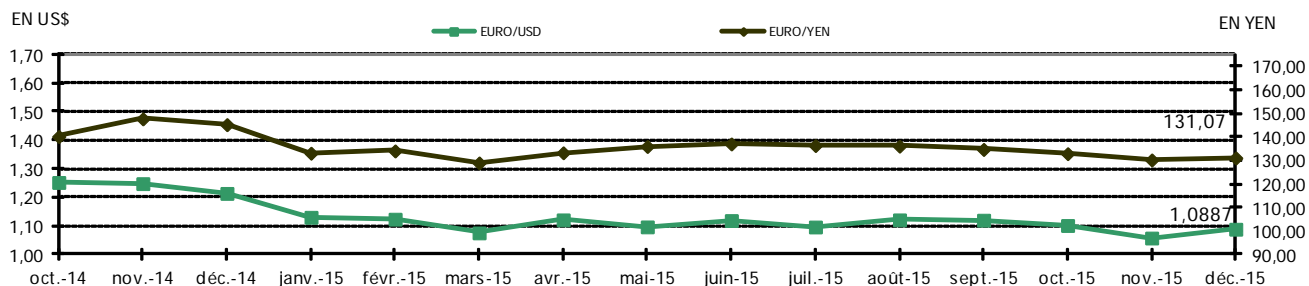
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0887	EURO/ZAR (Afrique du sud)	16,9530	EURO/SRD (Surinam)	4,3432
EURO/JPY (Japon)	131,0700	EURO/BWP (Botswana)	12,1846	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9437
EURO/CAD (Canada)	1,5116	EURO/SCR (Seychelles)	14,3622	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,4333
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7339	EURO/MUR (Maurice)	38,9278	EURO/BBD (La Barbade)	2,1715
EURO/SGD (Singapour)	1,5417	EURO/BRL (Brésil)	<i>nd</i>	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,9717
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,4376	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,8318	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3491,4557	EURO/XCD (Dominique)	2,9316	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 RUE Christophe COLOMB BP 2016 97306 Cayenne CEDEX

Achevé d'imprimer le 28 janvier 2016 - Dépôt légal : janvier 2016 - ISSN 1240-3814